Document généré le 3 juin 2025 11:33

Nouveaux Cahiers du socialisme

Il n’y aura pas de transition, à moins que…

Pierre Mouterde

Numéro 25, hiver 2021

URI : https://id.erudit.org/iderudit/94868ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)
1918-4670 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Mouterde, P. (2021). Il n’y aura pas de transition, à moins que…. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (25), 202–210.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2021

Ce document est protégé par la loi sur le droit d’auteur. L’utilisation des services d’Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d’utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l’Université de Montréal, l’Université Laval et l’Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Il n'y aura pas de transition, à moins que…

Pierre Mouterde
Sociologue et essayiste

Lorsqu'il est question de la COVID-19, les vérités toutes faites risquent vite de tomber en désuétude. Et même si l'on peut être certain qu'il y aura un « avant » et un « après » la pandémie du coronavirus, on n'est pourtant en rien assuré de ce qui, quand on est de gauche, pourrait ou devrait accompagner un tel constat, et donc nous ouvrir à la possibilité de mettre en route des mesures de transition effectives pour l'après-pandémie. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, et ce n'est pas rien : penser à des mesures transitoires qui faciliteraient le passage vers « un autre monde possible », en somme vers un monde qui nous permettrait de nous extraire non seulement de la crise sanitaire que la pandémie a déclenchée, mais aussi des multiples crises – économique, écologique, politique et culturelle – auxquelles elle s'est combinée et qu'elle n'a fait que raviver. Toute une tâche !

C'est pourtant ce sur quoi plus d'un d'entre nous – et parmi les plus à gauche – n'ont pas hésité à parier au cours des premiers mois de cette année 2020, tant cette pandémie, par les effets inattendus qu'elle avait produits, semblait confirmer quelques-unes des analyses menées par la gauche radicale. Notamment celles touchant au surgissement de zoonoses [1] dont on peut facilement montrer qu'elles sont étroitement liées au développement désordonné de notre mode de production capitaliste et productiviste ainsi qu'à toutes les catastrophes écologiques que ce dernier est en train de préparer.

1 Maladies ou infections causées par des virus, des bactéries, des parasites, des fungi et des prions qui se transmettent naturellement entre les animaux et les humains : <https://www.inspq.qc.ca/zoonoses>.

Souvenons-nous des textes de Slavoj Zižek au mois de mars dernier[2], et ici dans notre contexte québécois du manifeste de l'Après de Jonathan Durand Folco[3] mettant en évidence comment l'événement pandémie était en passe non seulement de nous faire prendre conscience des multiples désordres dans lesquels nous vivons, mais aussi, et surtout, d'installer les conditions de possibilités de changements en profondeur.

Où tu vas, quand tu dors en marchant ?

Il est en effet relativement facile de faire ressortir comment cette pandémie ainsi que le confinement auquel on a été obligé de se conformer ne pouvaient que faire apparaître aux yeux de nombre de militants et de militantes, bien des vérités, ou plutôt bien des contradictions latentes propres au système de domination global qui est le nôtre, et qui ont ainsi éclaté en plein jour.

Un peu comme si nous étions tout à coup obligés d'arrêter la course aveugle de notre existence, pour sortir d'un mauvais rêve et soudainement nous retrouver devant l'abrupte question : « Où tu vas quand tu dors en marchant[4] ? »

Parce qu'après tout, et dans le sillage des chambardements provoqués par cette pandémie, les interrogations de toutes sortes dans les milieux militants n'ont pas manqué. Qui, par exemple, aurait pu imaginer que nous puissions être capables à l'échelle de la planète entière de réduire les gaz à effet de serre de 30 % en seulement quelques mois, et qui n'aurait pas envie de penser que ce serait d'une certaine manière refaisable, là ici et maintenant ? Ou encore, comment se fait-il qu'à titre d'une aide d'urgence absolument nécessaire (la prestation canadienne d'urgence), l'État canadien ait décidé d'en fixer le montant à 2000 $ par mois, sans qu'on s'interroge du même coup sur toutes les allocations d'ordinaire si dérisoires versées aux plus fragilisés d'entre nous, devenus au fil des aléas de la vie économique, chômeurs ou dépendants de l'aide sociale ?

---

2 « Alors que la panique du coronavirus se propage, il nous faut prendre une décision finale : soit nous adoptons la logique brutale de la survie du plus apte, soit une forme réinventée de communisme avec une coordination et une collaboration mondiales. » Traduction libre de l'espagnol. Cité dans : Pepa Blanes, « Zizek, el filósofo pop, y su libro sobre el coronavirus : el comunismo es la solución », *Ser*, 25 mars 2020. <https://cadenaser.com/ser/2020/03/25/cultura/1585146972_489213.html>.

3 « Contre toute attente, la société humaine "décide" de privilégier l'impératif de santé humaine (impératif de reproduction sociale, impératif biologique et vital élevé à l'échelle sociétale) sur l'impératif de croissance. Par la voie de la nécessité, instinct de survie, la société rompt subitement avec la dynamique économique du désastre, de façon temporaire, en apparence, sans saisir encore toutes les implications de ce geste impensable quelques semaines plus tôt. Nul ne sait encore que l'humanité a emprunté la voie du basculement général, nous y reviendrons. Nous sommes devant le paradoxe d'une potentielle révolution involontaire ». Jonathan Durand Folco, *Notes éparses pour un manifeste de l'Après*, 27 mars 2929, <http://www.ekopolitica.info/2020/03/notes-eparses-pour-un-manifeste-de.html>.

4 C'est là le titre poétique d'un spectacle déambulatoire extérieur organisé en son temps par le Carrefour international de Québec de la Ville de Québec (dernière formule en 2019).

Et que dire de ces milliards de dollars utilisés sans hésitation par l'État fédéral canadien pour relancer ou tout au moins maintenir à flot l'économie du pays, alors que jusqu'à présent on ne faisait que parler de rigueur budgétaire et d'austérité à la manière d'un implacable horizon ? Ou encore que penser de tous ces appels à produire localement, à revaloriser les industries nationales, à consommer moins, à vanter l'État du « prendre soin » dans lequel les femmes jouent un rôle si décisif et pourtant si peu reconnu, alors que pendant si longtemps – autres temps, autres moeurs – ne se faisait entendre que la ritournelle assourdissante des privatisations, dérèglementations et libéralisations des échanges mondialisés de la vulgate néolibérale ?

Il reste qu'en se laissant emporter par le côté sensationnel de ces interrogations, on risque de confondre les prises de conscience de quelques-uns avec l'état de la société en général et des perceptions sociales hégémoniques qui la traversent.

Passer des utopies chimériques aux utopies stratégiques

Ce qui fait problème, dans l'ombre des mesures de confinement pour lutter contre la pandémie, ce n'est pas tant le fait que tout nous pousse, quand on est de gauche, à imaginer la nécessité comme l'urgence d'une vaste transition vers « un autre monde possible », mais de savoir comment penser politiquement cette transition pour qu'elle ait quelque chance de se réaliser. Car si les émois actuels que nous cause le coronavirus tout comme la situation objective que nous pouvons vivre en 2020 nous commandent de réfléchir à la nécessité impérative de véritables changements civilisationnels, ce qui fait problème plus que jamais, c'est la dimension subjective de ce que nous sommes actuellement, l'état des forces subjectives qui rendraient ces changements radicaux, possibles, effectifs et opérationnels.

Car penser la transition, c'est, bien sûr, comme dans le programme de Québec solidaire, être capable de se fixer dans le temps, en précisant les échéances, les cibles à atteindre – en matière de réduction de gaz à effet de serre, de décarbonisation de l'économie, d'électrification des transports, de renforcement des systèmes de santé et d'éducation, etc. – mais c'est aussi et en même temps… beaucoup, beaucoup plus. C'est oser s'arrêter et réfléchir aux forces sociales et politiques que nous représentons aujourd'hui, à leurs capacités mobilisatrices ainsi qu'aux moyens dont nous disposons pour faire bouger, modifier les rapports de force sociopolitiques qui structurent une société comme la nôtre. S'il faut évidemment se réjouir de toutes ces initiatives qui, au niveau local ou individuel, parviennent à inventer de nouvelles manières de vivre ou de produire, à lutter pour de nouveaux droits, cela n'est pas suffisant pour autant. On touche en quelque sorte, à la différence entre ce qu'on pourrait appeler les « utopies chimériques » et les « utopies stratégiques », c'est-à-dire les utopies qui prennent en compte – dans leurs aspirations si vitales et si nécessaires à des changements de fond – les conditions de la possibilité politique de leur réalisation.

Et ici, on doit s'arrêter sur quelque chose qu'on oublie trop souvent, tant on semble à gauche – tout au moins dans certains secteurs – donner la priorité à des logiques d'indignation morale (ou plutôt moraliste ?) individuelle qui finissent trop souvent par prendre le pas sur l'action politique émancipatrice pensée sur le mode stratégique. Car, comme chacun le sait, là où la morale cherche à répondre à la question individuelle du « que dois-je faire ? », la politique, elle, tente de répondre à la question collective du « que pouvons-nous faire ensemble ? » Et quand on se définit à gauche, cela change tout, puisque nécessairement on se voit obligé de prendre en compte le contexte sociopolitique et historique dans lequel on se trouve – de manière bien pratique – immergé jusqu'au cou. D'autant plus si l'on garde en tête quelques aspirations révolutionnaires du passé et si l'on imagine souhaitable et possible de travailler à constituer une société débarrassée des tares du capitalisme productiviste d'aujourd'hui, permettant ainsi à ce que, comme le disait si bien Bertolt Brecht, « l'homme enfin puisse devenir un ami pour l'homme ». Car il ne faut pas l'oublier, c'est ce à quoi peut servir l'idée de transition : aider à penser le changement social à travers des échéances temporelles qui le rendent possible et effectif.

Penser la transition en termes politiques

Dès lors, quand on habite le Québec, penser en termes politiques la transition vers un « autre monde possible » impliquerait pour le moins de prendre en compte les quatre éléments qui suivent.

1. La question du caractère central et totalisant du capitalisme

Le capitalisme, même s'il apparaît comme une même machine économique imposant ses règles du profit maximum à l'échelle du monde, revêt cependant de multiples dimensions, puisqu'il est un mode de production et d'échange exploitant au XXIe siècle le travail humain, mais sur la base d'une longue « histoire coloniale » qui en accentue les traits excluants pour nombre de citoyennes et citoyens de la planète, en particulier pour les Premiers Peuples des Amériques, mais aussi pour ceux qui proviennent de ou qui vivent dans ces pays que pendant longtemps on a appelés du « tiers-monde ». En même temps, ce « mode de production et d'échange » est aussi un « mode de reproduction » de la société tout entière, qui organise selon ses propres logiques, la reproduction de la vie humaine en refaçonnant pour son propre compte les rôles sociaux attribués aux hommes et aux femmes ainsi que les inégalités d'origine patriarcale qui les traversent. Enfin, par son caractère « productiviste », lui-même alimenté par ses dynamiques d'accumulation capitaliste, il tend à multiplier les interventions prédatrices vis-à-vis la nature, devenant le premier responsable de la crise climatique et environnementale d'aujourd'hui.

On le voit ici, c'est comme « un tout » – certes diversifié à travers ses manifestations sociales, patriarcales, néocoloniales et prédatrices de l'environnement – mais d'abord comme « un système global » que l'on est amené à définir le capitalisme et que l'on en fait la cible première d'interventions politiques. C'est donc ce système capitaliste global qu'il nous faut tenter de changer, et c'est par rapport à lui qu'il faut penser la transition espérée, et non à partir d'une seule de ses dimensions comme nous avons trop tendance à le faire.

2. La question de l'héritage sociohistorique dont nous sommes redevables au Québec

Nous ne pouvons pas faire fi de notre héritage, sous peine de nous couper de la réalité telle qu'elle s'expérimente à travers la mémoire même d'un peuple ; sous peine aussi de laisser le champ libre au renforcement de sentiments identitaires intégristes particulièrement préoccupants. Dans le cas du Québec, cet héritage sociohistorique touche à la question de l'oppression nationale du peuple québécois : petite nation d'origine européenne qui n'est pas arrivée à faire son indépendance au XIXe siècle et qui s'est vu enfermée, aux côtés des Premières Nations, dans cette prison des peuples qu'est devenu le Canada. Cet héritage sociohistorique renvoie aussi au fait que, si les formes d'oppression ou de domination, ou encore de discrimination, pesant sur lui ont bien changé depuis par exemple les années 1960, elles n'ont pas pour autant disparu, se reproduisant sous d'autres modalités (on pense aux GAFAM ou aux difficultés du français à Montréal !), perpétuant quoi qu'il en soit de manière vive la question de la désappropriation politique du peuple québécois. Toute approche politique menée depuis le Québec doit donc se donner les moyens d'intégrer cette question à la lutte globale. Et comme on l'a indiqué dans un article précédent [5], la lutte pour l'indépendance politique du Québec, pensée à travers l'exercice d'une constituante (favorisant l'expression plurielle de toutes les aspirations populaires d'aujourd'hui) permettrait justement non seulement d'élargir, mais aussi d'unir, de renforcer et de radicaliser d'un point de vue stratégique, les luttes fragmentées que la gauche se voit vaille que vaille mener, notamment ses combats contre les discriminations pesant par exemple sur les Autochtones, les femmes, les Noirs, les immigrants, ou encore touchant aux prédations sur l'environnement. Cela implique, comme dit Sol Zanetti, député de Québec solidaire, de « nous battre pour tous nos concitoyens et renforcer, pas fragmenter, le sentiment d'appartenance collectif au Québec et à nos institutions […] bâtir, au Québec, une société libre au service de l'humain et à laquelle tout le monde se sent appartenir à part entière [6] ».

5 Pierre Mouterde, « La lutte pour l'indépendance du Québec. Axe stratégique d'une transition émancipatrice », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 22, automne 2019.

6 Sol Zanetti, « Relancer l'indépendance pour relancer le Québec », *Le Journal de Québec*, 21 octobre 2020.

3. La question du changement d'époque que nous vivons et de la fragmentation de la gauche

La plupart d'entre nous raisonnent comme si, pour la gauche, rien d'avait changé depuis les années 1960-1970, alors qu'il s'est effectué un véritable « basculement du monde » faisant que depuis la décennie des années 1980, les forces de gauche sont sur la défensive, désorientées, s'opposant avec peine à la machine économique néolibérale, se trouvant placées le plus souvent dos au mur devant un adversaire autrement plus puissant que par le passé, et qui se voit défendu par une droite politique qui dispose désormais d'une véritable hégémonie culturelle, renforcée qui plus est par une extrême droite de plus en plus agressive.

Dans un tel contexte, ce qui compte en tout premier lieu – cela paraît dans un sens si évident ! – à l'encontre du capitalisme néolibéralisé et mondialisé, est d'apprendre à sortir de cette logique de fragmentation à l'infini dans laquelle nous nous sommes peu à peu enferrés. C'est donc s'employer à réunifier le camp de la gauche autour de son adversaire de toujours : le « système global ». Et c'est réapprendre à se serrer les coudes, à nouer des alliances les uns avec les autres, notamment entre les différents mouvements sociaux en lutte (antiracistes, écologistes, féministes, syndiqués et non syndiqués, peuples autochtones en lutte, etc.). Mais cela ne pourra donner des résultats effectifs que si se développe parallèlement une stratégie politique commune et rassembleuse permettant de rallier à ces différentes causes de larges pans des secteurs populaires, qui aujourd'hui sont surtout attirés par les sirènes de la droite et les boucs émissaires que celle-ci leur propose. D'où la nécessité de se définir une stratégie qui ne se pense pas seulement à travers un radicalisme immédiat et portant sur des causes et des luttes fragmentées, mais qui se construit aussi et surtout sur le moyen et le long terme, comme manière d'inclure politiquement des secteurs toujours plus larges et de reconquérir au sein de la société entière une contre-hégémonie perdue. D'où l'importance de la « bataille culturelle », car c'est un véritable récit émancipateur de gauche qu'il s'agit de reconstituer peu à peu, de relégitimer auprès de larges secteurs de la population ; un récit susceptible ainsi de constituer une contre-hégémonie culturelle capable de concurrencer l'écrasante hégémonie idéologique que la droite –dans le sillage du néolibéralisme conquérant – a installée partout.

4. La question de la pandémie et de la mise en place d'un biopouvoir et de nouvelles formes de contrôle social

Si, comme dans toutes les guerres – et la bataille contre le coronavirus est à sa manière une sorte de guerre –, il devient extrêmement difficile pour les forces de gauche de se faire entendre, tant les velléités consensuelles d'unité nationale semblent vouloir primer sur toute autre préoccupation critique, il n'en demeure pas moins nécessaire de rester attentif en cette période de pandémie aux nouveaux défis

qui se dressent devant nous. Car penser la transition, c'est aussi être capable de diagnostiquer tout ce qui pourrait nous empêcher de la mener à son terme, tous les obstacles qui se dresseraient sur sa route. Et le confinement – avec sa distanciation physique et sociale obligée – représente une formidable entrave à sa mise en marche car, au-delà de l'isolement qu'il produit et reproduit, il a été l'occasion de faire surgir de nouvelles formes de pouvoir politique qui non seulement ont grugé soudainement bien des garanties démocratiques individuelles dont nous disposions, mais qui surtout sont en train de malmener toutes les avancées en matière de santé et d'éducation sur lesquelles nous pouvions jusqu'à présent compter. Comme si les acquis d'une santé démocratique, libre et accessible à tous et toutes et qui s'était constituée à l'ombre de l'État keynésien au cours des trente glorieuses (1945-1975), étaient en train d'être travestis par un biopouvoir médical omniscient et omnipotent. Un pouvoir médical qui s'est transformé en une sorte de pouvoir absolu, politique et sanitaire, s'exerçant d'en haut, cautionnant vaille que vaille les coupes passées et les privatisations en marche, décidant de façon autoritaire, loin de la réalité du terrain et des besoins des acteurs les plus importants, notamment les infirmières et préposé·e·s, de mesures de santé publique qui ne font qu'avaliser et renforcer les formes d'une médecine marchandisée, hautement médicalisée et non communautaire. Ouvrant ainsi la porte à de nouvelles formes de contrôle autrement insidieuses et donc particulièrement préoccupantes [7].

On le voit, plutôt que de se laisser enfermer comme nous le faisons aujourd'hui dans des débats complètement décontextualisés sur l'utilisation du mot « nègre » (mot que la presse institutionnelle n'ose même plus écrire !), ou encore de s'empoigner passionnellement sur le sens que peut bien revêtir la formule pour le moins conceptuellement insuffisante dans le contexte canadien, de « racisme systémique [8] », il serait plus judicieux de se concentrer sur l'essentiel. Et plutôt que de se laisser absorber par les logiques culturelles postmodernes voulant que la réalité ne soit appréhendée

7 Voir à ce propos les thèses de Gilles Deleuze qui rappellent que de nouvelles formes de contrôle sont en train de prendre forme dans nos sociétés contemporaines, faisant que le contrôle des personnes s'effectue « non plus par enfermement, mais par contrôle continu et communication instantanée ». Gilles Deleuze, *Pourparlers (1972-1990)*, Paris, Ed. de Minuit, 1990, cité par Panagiotis Sotiris : <http://revueperiode.net/lignes-de-fuite-minorites-et-machines-de-guerres-repenser-la-politique-deleuzienne/>. Au Québec, pensons à tous les débats que nous avons autour de l'application Alerte COVID !

8 Cet article a été écrit au moment de l'affaire Verushka Lieutenant-Duval, enseignante de l'Université d'Ottawa, et pendant que l'on s'entre-déchirait sur les multiples définitions possibles du « racisme systémique ». À ce propos, on ne le dira jamais assez : ce qui est systémique, c'est la discrimination, et elle l'est parce que nous vivons dans un mode de production capitaliste et néolibéral qui organise systématiquement des rapports socio-économiques inégalitaires, ce qui lui permet de reprendre à son compte les discriminations patriarcales et néocoloniales déjà existantes. En ce sens, le racisme, défini au sens strict comme « une idéologie qui légitime et renforce les inégalités entre lesdites « races humaines », trouve sa source à notre époque dans un ensemble complexe de mécanismes économiques, sociaux, politiques et culturels, renvoyant en particulier aux inégalités historiques entre les peuples du Sud et ceux du Nord, sources de bien des racismes contemporains.

qu'à travers la diversité où elle nous apparaît tout d'abord, il serait plus utile de chercher à penser le changement social sous le signe de l'universel, un universel certes enrichi de toutes les particularités du concret, mais un universel tout de même. En somme, il serait bien plus important de porter attention et de travailler à ce qui permet – d'un point de vue collectif – de faire avancer les luttes communes de l'humanité entière contre le capitalisme mondialisé d'aujourd'hui, en les éclairant, les renforçant, les orientant autour d'objectifs politiques pensés sur le moyen ou le long terme et destinés non pas à sermonner le monde, mais à le transformer.

C'est à ce prix et seulement à ce prix que l'on pourra commencer, en ces temps de coronavirus et de confinement, non seulement à évoquer la nécessité d'une transition vers « un autre monde possible », mais surtout à la rendre effective. Car il n'y aura pas de transition digne de ce nom, à moins que nous osions nous atteler ensemble à remettre de l'avant au sein de la gauche toute une série de thèmes et de manières d'agir qui – résultats de la formidable crise que nous traversons – sont aujourd'hui complètement mises sous le boisseau.

N'est-ce pas aussi ce qu'il faut que nous osions nous dire ?

Les vertus d'un débat nécessaire

Faisant partie du collectif qui préparait le dossier des NCS sur la transition post-pandémie, et ne partageant pas les orientations majoritaires qui semblaient se dessiner sur la façon d'en traiter, Pierre Mouterde a rassemblé dans un même article, « Il n'y aura pas de transition, à moins que… », certains des éléments qui lui paraissaient faire problème. « Cet article, explique-t-il, a été écrit au moment de l'affaire Verushka Lieutenant-Duval et pendant que sur la place publique l'on s'écharpait à propos du fameux mot en n et du sens précis que l'on devait donner à la notion si générale de racisme systémique, j'ai alors trouvé nécessaire – à titre d'illustration et pour ne pas en rester à des considérations abstraites et décontextualisées – de faire brièvement référence à la toute fin à ces deux affaires, voulant montrer par là que les questions générales soulevées dans l'article touchaient à des questions d'orientations politiques bien concrètes sur lesquelles on butait ici et maintenant ».

Mais pour une partie du collectif, il n'était pas souhaitable de faire paraître ce texte dans le cadre du dossier sur la sortie de crise et la transition, bien qu'il traite de ce sujet. On a invoqué « les provocations dans les termes et le discours excluant envers les groupes et mouvements sociaux qui ne partagent pas les prémisses de l'article, cela s'inscrivant en contradiction avec les objectifs mêmes du dossier, tels que présentés en introduction ». Cette situation a conduit – comme forme de compromis jugé finalement acceptable – à ce que l'article de Pierre Mouterde ne soit pas inclus dans le dossier, tout en faisant cependant partie du numéro 25.

C'est en ce sens, et pour aller au-delà de ce compromis, qu'il serait souhaitable que puisse s'engager dans le prochain numéro des NCS, un débat sur ces questions, débat qui porterait non seulement sur la valeur, quand on est de gauche, du pluralisme et de la liberté d'expression, mais aussi sur la façon dont on pourrait souhaiter voir se développer les luttes antiracistes aujourd'hui. Il est dans la nature d'une revue comme les NCS, qui privilégie les analyses politiques de fond et la réflexion argumentée, d'appeler à un tel débat.

Flavie Achard
Coordonnatrice des NCS